



Appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires d'Indre & Loire

VENDREDI 14 DECEMBRE 2018
MANIFESTATION ET GREVE INTERPROFESSIONNELLE

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, FSU et Solidaires d'Indre et Loire se sont rencontrées le jeudi 6 décembre 2018. Elles ont décidé de porter les revendications suivantes auprès des pouvoirs publics :

- Augmentation du SMIC à 1 450 euros nets soit 1 800 euros brut (80% du salaire médian) ;
- Augmentation générale des salaires, du point d'indice des fonctionnaires (16 % de perte de pouvoir d'achat entre 2010 et 2017, auxquels il faut ajouter 2 % supplémentaires depuis le début d'année), des pensions, retraites (avec rattrapage des pertes subies) et des minima sociaux ;
- Aucune pension ni retraite inférieures au SMIC, l'annulation de l'augmentation de la CSG;
- Abrogation de la loi EL Khomri et des ordonnances Macron sur le code du travail ;
- Maintien de tous les régimes de retraites, du code des pensions civiles et militaires par financement solidaire par les richesses créées par les salariés (système par répartition). Abandon du projet de système universel de retraite par points ;
- Défense des principes fondateurs de la Sécurité Sociale (chacun cotise selon ses moyens, bénéficie suivant ses besoins, remboursement de 100 %). Défense du régime de l'assurance chômage, l'arrêt des réformes en cours ;
- Sauvegarde et amélioration des services publics pour tous les territoires à la hauteur des besoins de la population et l'annulation des 120 000 suppressions de postes ;
- Abrogation de Parcoursup et l'arrêt de la réforme du lycée et du baccalauréat.

Pour obtenir l'ouverture immédiate de négociations avec le gouvernement et le patronat, les UD CGT, FO, FSU et Solidaires d'Indre et Loire appellent l'ensemble des salariés actifs, chômeurs et retraités à se mobiliser en participant à la manifestation à Tours.

VENDREDI 14 DECEMBRE 2018
APPEL INTERSYNDICAL A LA GREVE ET A LA MANIFESTATION
A TOURS
DEPART DU CORTEGE PLACE DE LA LIBERTE à 14H30
(prises de parole des organisations devant la préfecture)

Déclaration des organisations syndicales CGT FO, FSU et Solidaires d'Indre & Loire

Depuis des décennies, le niveau de vie des salarié-e-s, des privé-e-s d'emplois et retraité-e-s se dégrade.

La préoccupation grandissante d'une majorité de la population est simplement de savoir comment boucler les fins de mois.

L'écart se creuse de plus en plus entre la majorité de la population et les plus riches pour lesquels le gouvernement a des égards sans limites : suppression de l'ISF, baisse des cotisations sociales et crédits d'impôts (CICE, etc.).

La baisse des financements publics, combinée aux privatisations des services publics, accroît la fracture sociale et les inégalités entre les territoires, en laissant de plus en plus de citoyens sans services publics de proximité.

Ce contexte politique qui « tire » toujours sur les plus précaires et les plus fragilisés au profit des plus riches amène une colère grandissante.

L'absence de réponses concrètes et immédiates du gouvernement et du patronat, leur refus d'ouvrir de véritables négociations, génèrent une légitime colère dans la population.

Les organisations syndicales CGT FO FSU et Solidaires d'Indre & Loire partagent cette colère et portent, encore dans les derniers mois, la nécessité de répondre aux urgences sociales.

Des salariés luttent et gagnent sur leurs revendications dans les entreprises, les services publics chaque jour.

La violence imposée par le grand patronat et les gouvernements successifs, à travers la précarisation et la paupérisation des salariés et des citoyens de notre pays, n'est ni physique, ni médiatique mais belle et bien présente au quotidien.

Tout l'enjeu pour nos organisations est que cette colère se transforme en un rapport de force conséquent qui permettra d'exiger et d'obtenir de réelles avancées sociales ; une société juste dans laquelle chacun-e a une place dans une vie digne.

En méprisant les organisations syndicales et en appelant à la disparition pure et simple des corps intermédiaires, le gouvernement méprise les salariés, les privés d'emplois, les retraités.

Nos organisations apportent leur soutien aux salariés en luttant pour leur emploi et les revendications.

Nos organisations exigent que la réunion de la Commission Nationale de la Négociation Collective du 14 décembre sur le Smic et les minimas de branches soit un véritable rendez-vous de négociations.

Elles invitent l'ensemble des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des retraités, des lycéens, des étudiants à se réunir en assemblées générales, à débattre de cahiers revendicatifs et décider collectivement des modalités d'actions pour préparer les différentes mobilisations nécessaires à l'élévation du rapport de force.

Adoptée, à Saint-Avertin le jeudi 6 décembre 2018